

INTERPOL AU TRAVAIL 2001

INTERPOL



TABLE DES MATIERES

	LA REORGANISATION AU SECRETARIAT GENERAL	2
	LA COOPERATION AU QUOTIDIEN	4
LIGNE D'ACTION 1	AMELIORER LES PERFORMANCES	6
LIGNE D'ACTION 2	AMELIORER LES PERFORMANCES DES BCN	9
LIGNE D'ACTION 3	OFFRIR DAVANTAGE DE SERVICES DANS LES REGIONS	10
LIGNE D'ACTION 4	FAIRE EVOLUER LE CADRE JURIDIQUE D'INTERPOL ET REVOIR LE PROCESSUS DECISIONNEL INTERNE	12
LIGNE D'ACTION 5	MENER A TERME LES PROJETS-PILOTES ENTREPRIS	12
LIGNE D'ACTION 6	PROMOUVOIR L'IMAGE D'INTERPOL DANS LE MONDE ET AMELIORER LA COMMUNICATION INTERNE	13
LIGNE D'ACTION 7	DEVELOPPER LES RELATIONS INTERNATIONALES ET FOURNIR UNE STRUCTURE UTILE ET RECONNUE	16
LIGNE D'ACTION 8	CONCEVOIR UNE NOUVELLE STRUCTURE BUDGETAIRE ET DE NOUVEAUX MECANISMES DE PLANIFICATION FINANCIERE	16
LIGNE D'ACTION 9	AUGMENTER LES RECETTES	17
LIGNE D'ACTION 10	MODERNISER LES OUTILS DE TRAVAIL	17
	PERSONNEL	18
	SITUATION FINANCIERE	18

VISION, VALEURS ET MISSION

VISION

La raison d'être d'Interpol est de contribuer à l'avènement d'un monde plus sûr. Notre but est de fournir à tous ceux qui ont pour mission de faire appliquer la loi une gamme unique de services essentiels, afin d'assurer le maximum d'efficacité à la lutte contre la criminalité sur le plan international.

VALEURS

Respects des droits de l'homme
Intégrité
Recherche de la qualité
Disponibilité
Esprit d'équipe
Rentabilité
Responsabilité

MISSION

Etre la première organisation de police sur le plan mondial à laquelle peuvent faire appel tous les services, organisations et autorités chargés d'une mission de prévention ou de détection de la criminalité internationale.

Pour y parvenir, nous devons :

- Offrir une perspective mondiale tout en tenant compte des réalités régionales
- Echanger des informations qui soient d'actualité, exactes, utiles et complètes
- Faciliter la coopération internationale
- Coordonner les activités opérationnelles communes des pays membres
- Diffuser connaissances, compétences et méthodes

Nous agirons sur la base des demandes et des attentes exprimées par ces services, organisations et autorités tout en demeurant attentifs aux évolutions, de façon à être capables d'anticiper les besoins.

AVANT-PROPOS

2001 a été riche en événements. Il s'agit de l'année au cours de laquelle le Secrétariat général d'Interpol a connu une importante réorganisation et où a été mis en place, en réponse aux attentats du 11 septembre, un centre de coordination et de commandement fonctionnant 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

Les attentats terroristes qui ont frappé les Etats-Unis ont déclenché la réaction antiterroriste la plus forte que le monde ait jamais connue. La réorganisation qui devait avoir lieu au Secrétariat général a été mise en œuvre sans délai, et le personnel d'Interpol doit être félicité pour le dévouement qu'il a manifesté et pour son dur labeur à l'occasion de ces actes atroces. Je vous encourage à prendre connaissance du détail de la réorganisation présenté ci-après, ainsi que des initiatives entreprises par chacune des différentes directions.

Les attentats du 11 septembre ont mis en évidence le manque cruel de moyens financiers dont souffre Interpol, la seule organisation policière dont l'action soit de portée véritablement mondiale. Aucune occasion ne devra être négligée de rappeler le potentiel d'Interpol à la communauté internationale, tout en lui offrant notre indéfectible assistance. Nouer des alliances stratégiques fait partie intégrante du plan d'action d'Interpol et, dans cette perspective, un poste de Responsable du développement des ressources a été créé et pourvu. Cette décision importante permettra de nous aider à atteindre nos objectifs.

Par ailleurs, nous avons le plaisir de confirmer l'adhésion de la République fédérale de Yougoslavie, composée de ce qui fut autrefois la Serbie et le Monténégro. Je compte bien maintenant encourager d'autres pays non membres à rejoindre Interpol pour lutter contre le terrorisme et d'autres formes de criminalité transnationale.

Ronald K NOBLE

LA REORGANISATION AU SECRETARIAT GENERAL

FONCTIONS STRATEGIQUES ET DOMAINES D'ACTIVITE ESSENTIELS

La Direction exécutive (ED)

Aux termes de son Plan de développement stratégique, Interpol a quatre fonctions stratégiques : celles de diffuseur de messages, de fournisseur d'informations, de coordinateur général et de prestataire de services à valeur ajoutée. Au départ, l'accent a été mis sur le domaine d'activité essentiel que constituent les activités liées au travail de police. Ces activités ont été totalement repensées et regroupées au sein de trois nouvelles directions : Services de police régionaux et nationaux (RN), Appui opérationnel de police (OS), et Criminalité spécialisée (SC).

Ces trois directions sont placées sous l'autorité d'une Direction exécutive des services de police (ED) dotée de son propre Bureau de planification générale (MPO). Cette réorganisation traduit l'importance accrue qu'Interpol attache à la prestation de services, notamment en matière d'appui, répondant aux besoins des régions, à la diffusion d'informations et de renseignements exacts, d'actualité et d'une réelle utilité pour les enquêtes, au traitement prioritaire des domaines de criminalité jugés centraux, ainsi qu'à la plus grande flexibilité que permet le concept de travail par projets.

Services de police régionaux et nationaux (RN)

La Direction RN est le prolongement de l'ancienne Direction de coordination et de développement régional, doté d'un effectif considérablement augmenté. Les sous-directions qui lui sont rattachées s'occupent de chacune des cinq grandes régions d'Interpol – l'Afrique (AFR), les Amériques (AME), l'Asie et le Pacifique-Sud (ASP), l'Europe (EUR), le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MNA) –, et un Bureau de coordination régionale (RCO) centralise l'appui aux activités des cinq Bureaux sous-régionaux (BSR d'Abidjan, de Nairobi, de Harare, de Buenos Aires et de San Salvador) et du Bureau de liaison de Bangkok.

Cette structure répond au constat suivant : il était nécessaire de prendre en compte les différences qui existent dans le monde en ce qui concerne la nature de la criminalité et les méthodes de lutte. La Direction RN apporte un soutien dans les domaines suivants : activités opérationnelles visant à combattre un type de criminalité en particulier, information générale en matière de police et de lutte contre la criminalité, autres questions ayant trait à l'appui régional à la coopération policière internationale.

Appui opérationnel (OS)

La création de la Direction OS témoigne de la plus grande prise en compte par Interpol de l'importance que revêtent plusieurs activités spécialisées précédemment menées au sein de ce qui était la Direction de l'information criminelle : le traitement des données criminelles, les notices, l'analyse criminelle, l'appui en matière de police scientifique, les bases de données techniques spécialisées, l'identification, la contrefaçon et les documents de sécurité.

Ces activités sont essentiellement liées aux fonctions stratégiques de diffuseur de messages et de fournisseur d'informations d'Interpol, mais aussi, s'agissant des rapports d'analyse et des réunions de travail, par exemple, à celles de prestataire de services à valeur ajoutée. L'objectif est d'apporter en temps opportun aux Directions ED, RN, OS et SC, ainsi qu'aux BCN, aux BSR et à d'autres organismes partenaires de l'Organisation un soutien efficace en matière d'analyse criminelle opérationnelle et stratégique. Pour ce faire, les services concernés produisent régulièrement des rapports stratégiques relatifs à l'évaluation des menaces et, de façon plus directe, participent à des projets opérationnels visant à la détection et/ou à la prévention d'activités illicites organisées ou d'autres formes de grande criminalité internationale.

Le Centre de coordination et de commandement

Dans les heures qui ont suivi les attentats terroristes du 11 septembre 2001, la Direction OS a mis en place un centre de coordination et de commandement fonctionnant 24 heures sur 24, sept jours sur sept, 365 jours par an. Il s'agit principalement pour ce centre de traiter rapidement des informations ayant un rapport direct avec la situation en cours, de fournir des analyses utiles et de faciliter l'échange d'informations entre les BCN concernés. Pour ce faire, le centre publie des listes de surveillance et recourt aux notices et aux diffusions Interpol.

Au cours de ses trois premiers mois d'existence, ce centre a traité :

- 1 500 messages envoyés par 70 pays,
- 600 messages envoyés par le BCN des Etats–Unis,
- 300 messages ayant reçu des réponses positives ou négatives et fournissant des pistes utiles aux services de répression, qui ont été transmis au BCN des Etats–Unis,
- 18 dossiers sur des individus présentant des liens directs et/ou indirects avec les attentats du 11 septembre,
- 6 projets, sur les thèmes suivants : anthrax (affaires sérieuses), anthrax (canulars), questions liées à l'aviation, financement du terrorisme, menaces terroristes, attentats au moyen d'armes chimiques et biologiques,
- 70 notices (51 rouges, 20 bleues),
- 30 listes de plus de 100 noms chacune à confronter en urgence aux dossiers de la base de données ICIS pour le compte des BCN,
- et a pris l'initiative d'encourager les BCN à demander la publication de deux notices rouges et de 19 notices bleues concernant des individus impliqués dans des activités terroristes.

Un rapport d'audit sur les finances de Ben Laden et d'Al-Qaeda a été découvert. Il est apparu après analyse que ce rapport contenait plus de 50 noms figurant également dans la base de données ICIS. Ces informations ont été transmises par la cellule de crise « Onze septembre » au BCN des Etats–Unis, à Washington.

Criminalité spécialisée (SC)

Au sein de la Direction SC, cinq sous-directions ont été créées, qui correspondent aux domaines de criminalité qu'Interpol considère actuellement comme prioritaires : Organisations criminelles et stupéfiants (DCO), Criminalité financière et criminalité liée aux technologies de pointe (FHT), Soutien aux enquêtes sur les malfaiteurs en fuite (FIS), Sécurité publique et terrorisme (PST) et Trafic d'êtres humains (THB).

La Sous-direction FIS est une autre composante innovante de la prestation de services à visée opérationnelle. Sa principale mission est d'aider directement les services chargés de l'application de la loi et les tribunaux pénaux internationaux à localiser les malfaiteurs en fuite et à en coordonner la recherche. En outre, elle doit aider les services en question à jouer un rôle plus actif en la matière. Interpol met déjà à la disposition des pays membres un certain nombre de moyens de recherche à caractère réactif (notices rouges, diffusions, base de données ASF) susceptibles d'aider à l'identification des individus signalés comme étant en fuite. La Sous-direction FIS encouragera les services concernés à faire en sorte que la recherche et l'arrestation des individus en fuite continuent à susciter l'intérêt, même lorsque toute possibilité immédiate de retrouver les individus en question a disparu. A cet égard, la désignation par les pays membres de points de contact et la création d'unités spécialisées chargées des affaires de ce type devraient jouer un rôle déterminant.

SERVICES D'APPUI

Synergie et cohérence

L'un des autres buts de la réorganisation est d'accroître le potentiel de synergie et d'efficacité en regroupant des activités d'appui ayant un rapport entre elles et étant jusqu'ici disséminées. Ainsi, par exemple, le service Communication et Publications (CPO) se substitue aujourd'hui aux anciens services Documentation générale et Publications spécialisées, ainsi qu'à la Sous-direction de la communication et des relations publiques.

Compte tenu de l'évolution des besoins et des objectifs de l'Organisation, la mission du service Communication et Publications est de faire en sorte que le rôle et les fonctions d'Interpol soient présentés à tous les publics intéressés, et de renforcer la réputation et l'image de l'Organisation. Au nombre des activités de ce service figurent les relations avec la presse, la revue de presse, la publication au sens le plus large du terme, par des pages Web en accès public ou restreint, la mise en place d'un intranet, mais également les publications sur support papier et la valorisation des informations provenant de sources publiques, notamment en rassemblant des statistiques sur la criminalité internationale. En outre, grâce aux outils de conception graphique, ce nouveau service permettra d'accroître le bénéfice que l'Organisation pourrait tirer de la communication visuelle.

Sécurité et équipements techniques à la disposition des services d'appui

La Direction des systèmes et des technologies de l'information (IS) s'est elle aussi restructurée afin que l'accent soit davantage mis sur la sécurité, la gestion des risques, l'assistance aux utilisateurs et la recherche et le développement liés à des projets. Par ailleurs, d'autres changements au Secrétariat général ont eu des incidences sur la Direction de l'administration et des finances (AF), et les efforts croissants déployés pour optimiser l'utilisation des équipements techniques - et donc l'efficacité - sont susceptibles d'amener encore davantage de changements dans les domaines concernés.

LA COOPERATION AU QUOTIDIEN

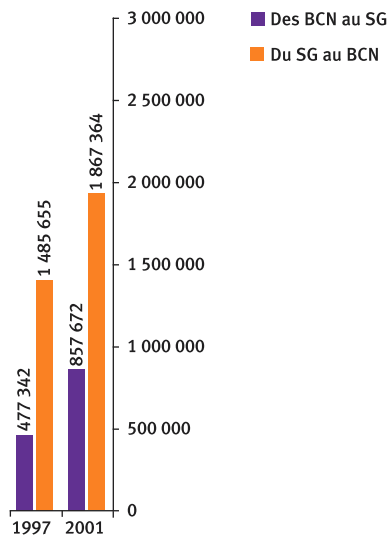
Un accroissement de 6 % du volume des messages échangés

Le volume des messages transitant par le Secrétariat général s'est accru de 6 % en 2001, qu'il s'agisse des messages envoyés aux BCN ou reçus des BCN. Le SOIC et le Centre de coordination et de commandement ont traité 7 800 réponses et demandes d'informations (21 par jour), 91 137 messages (250 par jour), ouvert 55 885 nouveaux dossiers (153 par jour) et mis à jour 132 527 dossiers (459 par jour).

12 000 recherches concernant le 11 septembre

À la suite des attentats du 11 septembre, le SOIC et le Centre de coordination et de commandement ont effectué 12 240 recherches dans le système de documentation criminelle d'Interpol (ICIS), à la demande de pays membres – principalement des États-Unis, du Canada et de la France.

Augmentation de 44% du nombre de messages échangés en cinq ans



Au cours des cinq dernières années, le volume de messages ayant transité par le réseau de télécommunications d'Interpol a augmenté de plus de 40 %. L'activité du SOIC et du Centre de coordination et de commandement peut être résumée par les statistiques suivantes :

1 000 000	recherches dans ICIS (dont 12 000 concernant les événements du 11 septembre)
150 000	dossiers criminels mis à jour
90 000	messages traités
56 000	nouveaux dossiers créés
8 000	réponses à des demandes d'informations
7 000	notices créées

10 000 notices

L'ensemble du processus de production des notices Interpol a été analysé et revu. Il a résulté de ce travail un système de demande de publication de notices entièrement nouveau, auquel on accède par la partie sécurisée du site Web. Les données sont enregistrées automatiquement dans la base de données ICIS et le texte récurrent est automatiquement traduit. Ce nouveau dispositif a pour effet de réduire considérablement les délais de production de ces notices.

10 131 notices étaient toujours en cours de validité à la fin de l'année 2001. Les demandes de publication ont augmenté de 6 % et 1 774 nouvelles notices ont été diffusées au cours de l'année, qui se répartissent comme suit :

Rouges	(malfaiteurs recherchés)	84 %
Jaunes	(personnes disparues)	8 %
Noires	(cadavres non identifiés)	4 %
Bleues	(demandes de renseignements)	3,5 %
Vertes	(à but préventif)	0,5 %

Au lendemain des attentats du 11 septembre, 71 notices (51 rouges et 20 bleues) ont été publiées à la demande de pays membres, essentiellement les États-Unis, l'Égypte et l'Allemagne.

16 000 diffusions

Les diffusions sont des demandes d'arrestation transmises par les pays membres eux-mêmes au moyen du réseau de télécommunications d'Interpol. En 2001, un total de 15 895 messages de ce type a été envoyé – soit une augmentation de 14 % par rapport à l'année précédente.

Le réseau est actuellement divisé en zones, et les pays membres sont maîtres de la destination de leurs messages. Ainsi, ont transité par le réseau 8 042 messages de diffusion générale (toutes zones, ou « IPCQ »), 6 313 messages de diffusion partielle, destinés aux BCN d'une zone complète au minimum (« IPCP »), et 1 540 messages de diffusion partielle adressés aux seuls pays sélectionnés (« IPCPN »).

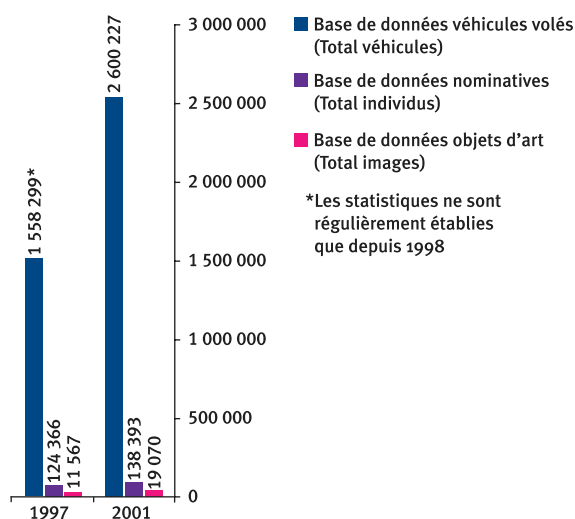
3 000 arrestations

L'accroissement de l'activité s'est traduit par une augmentation de 24 % du nombre de personnes arrêtées alors qu'elles faisaient l'objet d'une notice rouge, passant de 430 en 2000 à 535 en 2001. De même, on note un accroissement de 17 % du nombre d'individus arrêtés alors qu'ils faisaient l'objet d'une diffusion, passant de 1 987 en 2000 à 2 332 en 2001.

Augmentation de 65 % des enregistrements dans les bases de données

Les bases de données d'Interpol accessibles par le système de recherche automatique (ASF) ont connu un accroissement considérable de leurs enregistrements au cours des quatre dernières années. La base de données sur les véhicules volés et celle sur les objets d'art volés ont enregistré une croissance de 65 %, alors que le nombre d'enregistrements dans la base de données nominatives a augmenté de 11 % malgré les règles très strictes en matière de destruction des informations de police devant être appliquées aux informations de plus de cinq ans.

Augmentation du nombre des enregistrements dans les bases de données



SURETE ET SECURITE

Soutien aux enquêtes sur les malfaiteurs en fuite

Créé en juin 2001, le service du Soutien aux enquêtes sur les malfaiteurs en fuite (FIS) a rapidement joué un rôle central en matière d'information, d'analyse et de soutien opérationnel aux enquêtes de ce type. Figurent à ce jour au nombre de ses activités l'étude du processus d'élaboration des notices, la création d'une base de données permettant de gérer des dossiers, avec des fichiers de travail liés à ICIS par une interface spéciale, et de stocker des informations sur les spécificités des pays. Des discussions préliminaires ont en outre eu lieu avec :

- l'IATA et plusieurs compagnies aériennes ;
- les sociétés de cartes de paiement ;
- l'OIM-CIDPM (*Kosovo Information Centre*) ;
- le Groupe central du renseignement des Nations Unies pour le Kosovo ;
- Le TPIY (Equipe d'appui pour la recherche des fugitifs).

Activités terroristes et financement du terrorisme

Le service Sûreté publique et terrorisme s'est employé à :

- Identifier les fondamentalistes et les individus soupçonnés d'être liés à des groupes terroristes de ce type, et à établir leur profil ;
- Exploiter des informations en vue d'aboutir à l'arrestation et à l'extradition de terroristes ;
- Analyser les méthodes de financement de ces groupes terroristes et les relations de coopération éventuellement établies avec d'autres mouvements similaires ;
- Etablir une liste de terroristes recherchés au niveau international ;
- Identifier les organisations d'apparence licite servant de couverture aux groupes terroristes partout dans le monde (œuvres de charité) et mettre au jour les activités illicites telles que le trafic d'armes et d'autres formes de criminalité organisée utilisées pour financer ces groupes ;
- Découvrir les lieux et les modes de recrutement.

Une première analyse a été réalisée concernant le financement d'organisations terroristes opérant en Afrique du Nord. Une réunion de travail s'est tenue au Secrétariat général en mars 2001, précédant les événements du 11 septembre et confirmant la nécessité de créer une base de données Interpol sur le financement du terrorisme.

Les événements du 11 septembre ont brutalement attiré l'attention sur la question de la sûreté de l'aviation et mis en évidence les avantages qu'il pourrait y avoir à donner accès aux bases de données Interpol à certaines organisations intergouvernementales.

Armes

Le BCN des Etats-Unis a financé la réalisation d'une étude de faisabilité sur l'amélioration de la base de données Interpol sur les armes et les explosifs (IWETS). Ce projet est désormais hautement prioritaire. Le travail n'a pu être terminé en 2001 et se poursuit en 2002. L'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) et Interpol ont réexaminé ensemble leurs activités et renforcé les dispositifs visant à empêcher que des matières nucléaires ou radiologiques soient utilisées aux fins d'activités terroristes.

IDENTIFICATION

Guide sur l'ADN

La première édition du Guide Interpol sur l'échange de données génétiques et sur les pratiques en matière d'analyse d'ADN est parue en juin 2001. Un formulaire normalisé pour l'échange international de profils d'ADN a en outre été élaboré.

Un projet-pilote portant sur la création au Secrétariat général d'une base de données ASF contenant des profils d'ADN a été entrepris en décembre 2001 et est toujours en cours.

L'identification de victimes de catastrophes sur le site Web

La version arabe des formulaires a été publiée sur le site Web d'Interpol début janvier 2001. L'ensemble de ces formulaires ainsi que le Guide sur l'identification des victimes de catastrophes sont désormais sur le Web et peuvent être téléchargés par les pays. A la suite des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, Interpol a pu contacter et mobiliser 21 équipes d'identification de victimes de catastrophes parmi celles de ses pays membres, qui se tenaient prêtes à intervenir si les autorités des Etats-Unis le leur avait demandé.

Echange électronique d'empreintes digitales

L'installation du système AFIS au Secrétariat général s'est terminée en 2000 et le système est totalement opérationnel depuis lors. Le projet AFIS Mail, qui devrait permettre la transmission d'empreintes digitales par la voie électronique et aux BCN de consulter la base de données Interpol sur les empreintes digitales, a démarré à la fin de l'année 2001 et se poursuit.

CRIMINALITE CONTRE LES PERSONNES ET CONTRE LES BIENS

Groupe de travail sur le trafic d'êtres humains

L'augmentation considérable du nombre de rapports des Etats membres faisant état de la participation du crime organisé à la traite des femmes aux fins d'exploitation sexuelle a conduit à l'adoption par l'Assemblée générale, en 2000, d'une résolution demandant la création d'un groupe de travail sur ce sujet. La première réunion de ce groupe s'est tenue à Lyon, en février 2001. Elle a rassemblé 50 participants de 29 pays. Son objectif premier est d'élaborer et de publier un manuel de bonne pratique à l'intention des enquêteurs travaillant dans ce domaine.

Projet Bridge

En 2001, le projet Bridge, qui porte sur les organisations criminelles qui facilitent les déplacements des migrants chinois illégaux, a vu la participation de pays qui n'étaient pas, jusque-là, partie prenante à ce projet. Ces pays ont apporté de nouvelles informations intéressantes sur les itinéraires et les pays de transit.

Véhicules automobiles volés

Le projet FORMATRAN (de « FORMation » et « TRAINing ») d'Interpol avait pour but d'offrir à plusieurs groupes d'individus sélectionnés une formation leur permettant de traiter de façon satisfaisante la criminalité liée aux véhicules. Cette formation a eu pour résultat immédiat une augmentation sensible des saisies de véhicules en Finlande. Au cours du seul dernier trimestre de 2001, quelque 40 véhicules haut de gamme ont été saisis, contre 20 pour toute l'année 2000.

Objets d'art volés

596 nouveaux dossiers, portant sur 2 040 objets, ont été créés en 2001 dans la base de données qui, à la fin de l'année, recensait quelque 19 070 objets pouvant être identifiés individuellement. La base de données a remporté un franc succès dans l'ensemble, notamment auprès des pays américains : ce succès peut sans doute être attribué aux efforts particuliers déployés pour sensibiliser les participants lors de réunions et de conférences régionales, ainsi qu'au fait que les musées et les institutions culturelles ont désormais la possibilité de communiquer directement au Secrétariat général les informations utiles dont ils disposent.

CRIMINALITE FINANCIERE, ECONOMIQUE ET LIEE AUX TECHNOLOGIES DE POINTE

Formations

Le groupe de travail européen a organisé en 2001 cinq formations au bénéfice des services chargés de l'application de la loi et dispensées par des spécialistes. Les groupes de travail des autres régions ont eux aussi animé des groupes de projet réunissant des spécialistes (de tous horizons).

Documents de voyage frauduleux

Les travaux relatifs aux projets de bases de données sur les documents de voyage vierges volés et sur les documents de voyage frauduleux ont débuté en 2001 et se poursuivront en 2002.

Fausse monnaie

Le projet Euro, mené conjointement avec plusieurs autres organisations, a joué un rôle non négligeable dans les négociations relatives à un accord officiel entre Interpol et Europol, qu'il était urgent de conclure. Cet accord, signé en novembre 2001, permet l'échange d'informations entre les deux organisations et établit leurs responsabilités respectives.

Projet Cartes de paiement

2001 a été une année de consolidation et de transition pour le projet Cartes de paiement. Le développement de la base de données s'est poursuivi et le système universel de classification des fausses cartes de paiement a été encore amélioré de façon à ce que les enquêteurs des secteurs public et privé puissent bénéficier des services d'Interpol par la voie du site Web de l'Organisation.

Ces travaux constituent une base solide à partir de laquelle il sera possible d'offrir, à moyen voire court terme, un certain nombre de services à valeur ajoutée. Parmi ces services figure la possibilité pour certains experts en cartes de paiement du Canada, de Hong Kong (Chine) et des Etats-Unis d'être habilités d'alimenter à distance la base de données. 2001 a par ailleurs vu la création d'un groupe consultatif pour le développement de la partie du site Web d'Interpol consacrée aux cartes de paiement ainsi que du système de classification.

Blanchiment de fonds

Au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre, lorsque les systèmes parallèles de transfert de fonds ont été soupçonnés d'être utilisés aux fins du financement du terrorisme, deux études déjà existantes ont été publiées sur le site Web d'Interpol afin de permettre aux enquêteurs et aux pouvoirs publics d'en savoir plus sur ces systèmes. L'une de ces études repose sur une enquête menée auprès de 31 pays afin d'évaluer la présence des systèmes « hawala » et « hundi » dans la région Asie-Pacifique.

Réunions et conférences

En 2001, le Secrétariat général a accueilli à Lyon la 1ère Conférence internationale sur la prévention de la fraude, la 1ère Conférence internationale sur les droits de propriété intellectuelle et une formation sur la contrefaçon de l'euro et du dollar des Etats-Unis. La 1ère Réunion régionale sur la coopération entre les services chargés de l'application de la loi et les institutions bancaires et financières s'est tenue à Rome du 20 au 22 novembre 2001, et le Groupe d'experts Interpol sur la corruption s'est réuni à trois reprises au cours de l'année.

STUPEFIANTS

Exit

Les renseignements recueillis dans le cadre du projet Exit sont à l'origine de huit messages d'alerte sur les drogues en 2001, ainsi que de plusieurs saisies de grande ampleur, opérées dans diverses régions du monde et portant sur plus d'un million de comprimés d'ecstasy. Egalement dans le cadre de ce projet, l'un des trafiquants d'ecstasy les plus actifs au monde a été arrêté, et l'étude de son organisation se poursuit. En novembre 2001, une nouvelle tendance a été observée : il avait été constaté que plusieurs chargements de plus de 100 000 comprimés d'ecstasy avaient été transportés clandestinement par des passeurs de certains aéroports européens en Amérique du Nord. A la suite de cette constatation, un nouveau projet d'analyse a été lancé.

Programme d'échange de renseignements sur les stupéfiants

Le Secrétariat général a joué un rôle clé dans la coordination de l'échange de renseignements aux fins du projet Ecstasy Deluxe entre six pays et différents ressorts de plusieurs Etats des Etats-Unis. Deux réunions de travail ont été organisées au Secrétariat général afin que des analystes, des enquêteurs et des procureurs puissent échanger des éléments d'enquête permettant d'établir des liens entre les principaux membres de l'organisation en question.

15 messages relatifs à des saisies ont été reçus en 2001 dans le cadre de l'Opération Purple. Ce recul peut s'expliquer par la difficulté qu'il y a à se procurer du permanganate de potassium, ce qui tendrait à prouver que l'opération a été efficace. Néanmoins, six laboratoires clandestins de fabrication de cette substance ont été découverts en Colombie.

ANALYSE CRIMINELLE

Analyse opérationnelle

Une aide directe en matière d'analyse criminelle a été apportée aux projets opérationnels suivants :

- Millennium (criminalité organisée d'Europe de l'Est)
- Bridge (trafic d'immigrants clandestins)
- Exit (trafic d'ecstasy)
- Storestocar (trafic international de véhicules automobiles)
- Baltic Walker (fausse monnaie).

Analyse stratégique

En 2001, Interpol s'est lancé dans l'élaboration d'une série de rapports d'évaluation stratégique de portée régionale et mondiale. Ces rapports ont notamment pour objet l'évaluation des menaces en Afrique, dans la région Amériques, en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. Le premier rapport Interpol sur l'évaluation des menaces dans le monde a été diffusé lors de la session de l'Assemblée générale qui s'est tenue en septembre à Budapest.

Formation

Des formations et des conseils en matière d'analyse criminelle ont également été dispensés aux Etats membres. La 3ème formation Interpol à l'analyse criminelle a été organisée à l'Ecole nationale de police française (ENSP), à Lyon (France).

LIGNE D'ACTION 2 – AMELIORER LES PERFORMANCES DES BCN

PROGRAMME D'EVALUATION CROISEE

Conformité aux normes de prestation de services applicables

Conformément à la politique définie pour les Bureaux centraux nationaux, ceux-ci ont procédé à des évaluations croisées visant à déterminer dans quelle mesure les normes de prestation de services étaient mises en application. En 2001, le programme a concerné les pays suivants : Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Bulgarie, Islande, Norvège, Portugal, Russie, Slovaquie et Ukraine.

Alors que certains BCN sont parvenus à appliquer toutes les normes définies, cet objectif a été difficile, sinon impossible, à atteindre sans aide extérieure pour d'autres. Cette constatation se fonde sur l'analyse des éléments suivants :

- Place et statut du BCN dans ses structures nationales
- Ressources humaines
- Locaux
- Support technique
- Superficie du pays.

On ne saurait trop insister sur le fait que l'engagement des chefs de BCN est vital pour la réussite de cette procédure d'évaluation et pour la mise en œuvre d'autres normes de prestation de services à l'avenir.

LIGNE D'ACTION 3 – OFFRIR DAVANTAGE DE SERVICES DANS LES REGIONS

AFRIQUE

Criminalité dite « d'Afrique de l'Ouest » dans l'Union européenne

Il s'agit d'un projet lancé par le BKA¹ et d'autres services allemands, qui a été approuvé par la Structure de liaison opérationnelle et le Groupe de travail sur la coopération policière de l'Union européenne. Les pays membres de l'Union européenne et les organisations présentes dans cet espace, dont Europol et Interpol, se sont réunis et ont élaboré un plan qui a été présenté à la Structure de liaison opérationnelle, qui l'a approuvé.

Projet Africa.Net

Ce projet avait pour objectif de donner à chaque BCN africain la possibilité d'utiliser Internet. Au cours de l'année, les sept pays africains suivants ont été connectés au réseau : le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana, le Kenya, la République démocratique du Congo et la Tanzanie.

Echange de données au niveau régional

Les premières formations sur le système ROCCISS (*Regional Organized Counter Crime Information Sharing*) pour l'Afrique se sont déroulées aux bureaux régionaux d'Abidjan, Harare et Nairobi en novembre. 18 BCN ont bénéficié de cette formation et le logiciel ROCCISS a été installé dans 23 pays africains.

Criminalité de l'environnement

La 4^{ème} Réunion du Groupe de travail Interpol sur la criminalité liée aux espèces de flore et de faune sauvages pour la région Afrique s'est tenue à Nairobi (Kenya) au mois d'octobre. Le Secrétariat de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) et Interpol étaient représentés, aux côtés de 10 pays. Il a été rappelé aux participants que les autorités chargées de la gestion de la vie sauvage et celles chargées de l'application de la loi dans ce domaine devaient continuer à envoyer des ECOMESSAGES à leur BCN pour transmission au BSR concerné et au Secrétariat général. Des études sur l'activité criminelle seront menées afin d'évaluer l'efficacité des mesures de lutte actuelles.

Vol de bétail

En Afrique centrale et de l'Ouest, l'élevage du bétail est une activité saisonnière et nomade à finalité commerciale. Des vols de bétail à main armée meurtriers sont commis, notamment dirigés contre les éleveurs. Le Bureau sous-régional de Harare a organisé une réunion spéciale pour étudier ce phénomène, qui tend à se développer. Il en est ressorti qu'il convenait d'œuvrer à une stratégie commune de lutte contre cette forme de criminalité spécifique à la région.

Réunions régionales

Le Bureau sous-régional de Harare a accueilli en avril une réunion sur la criminalité contre l'enfance pour les pays d'Afrique australe, parrainée par la Fondation Child and Law, à laquelle ont participé l'Afrique du Sud, le Botswana, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, la Tanzanie et le Zimbabwe. En juin, la 1^{ère} Réunion du Groupe de travail à l'intention des coordonnateurs de l'information s'est tenue à Mrewa (Zimbabwe). Elle a recommandé le système ROCCISS au Comité permanent de coordination de l'OCRCPPA². Les pays suivants y ont participé : Angola, Botswana, Malawi, Maurice, Namibie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

¹ Bundeskriminalamt (Office fédéral allemand de la police judiciaire)

² Organisation de coopération régionale des chefs de police d'Afrique australe

ASIE & PACIFIQUE SUD

ROCCISS pour ASEANAPOL

La 16ème Conférence régionale asiatique s'est tenue à Bangkok (Thaïlande) en février, en présence de 102 délégués de 28 pays et de cinq organisations ayant le statut d'observateurs. Interpol était représenté à la 21ème Conférence des Chefs de police de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) réunie au Laos, qui a approuvé sans réserve l'adoption du système ROCCISS pour ASEANAPOL.

Le programme antidrogue ACCORD

Depuis novembre 2001, Interpol a été admis comme membre à part entière du groupe de travail constitué dans le cadre du programme antidrogue ACCORD, lancé par l'ANASE et la Chine dans l'objectif d'éliminer les problèmes de drogue dans la région.

D'autres projets importants tels que le projet « Silk Route » sur le trafic de drogues via l'Asie centrale et le projet « Asian Nova » visant à l'amélioration de la communication entre le Secrétariat général et les pays membres asiatiques, ont également permis de réaliser des progrès dans les deux domaines considérés.

La Coupe du monde de football

Les préparatifs ont commencé en vue de la Coupe du monde de football 2002. Le Secrétariat général apportera son concours aux autorités policières coréennes et japonaises en fournissant toute l'assistance nécessaire pour assurer la sécurité et le succès de cette manifestation.

EUROPE

Renseignement, transmission des connaissances et analyse

La Sous-direction Europe du Secrétariat général agit comme un organe exécutif du PNUCID dans le cadre du Projet PHARE de cette organisation, principalement dans trois domaines :

- la mise en œuvre d'un système appelé « CISNIC » (Criminal Information System for National and International Cooperation), qui facilite le recueil, le traitement et l'échange d'informations ;
- la transmission de connaissances en vue de l'utilisation des techniques d'analyse dans les enquêtes criminelles ;
- la création et l'entretien d'un réseau d'enquêteurs et d'analystes professionnels capables de gérer des projets opérationnels communs, ou de leur apporter un soutien.

Nouveaux partenariats

Des accords de coopération officiels ont été conclus avec Europol, le Centre SECP³ à Bucarest et le PNUCID. L'échange de données à caractère personnel au cas par cas a été institué avec la police de la MINUK (Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo), dans le cadre du « Règlement portant sur l'accès au réseau de télécommunications et aux bases de données d'Interpol par une organisation intergouvernementale ».

MOYEN-ORIENT & AFRIQUE DU NORD

Coopération stratégique

Dans l'objectif de continuer à développer la coopération policière internationale avec les pays arabophones, le Secrétaire Général et le Chargé de mission responsable de l'intégration de la langue arabe ont assisté à la 25ème Conférence des chefs de la police et de la sécurité arabes, qui s'est tenue à Tunis.

ACTIVITES INTERREGIONALES

Formation

Troisième cycle de formation régionale pour l'Afrique occidentale et centrale, et l'Amérique du Nord et les Caraïbes

Coopération en matière de police scientifique

Le 13ème Colloque de police scientifique s'est tenu au Secrétariat général et a rassemblé plus de 150 experts et directeurs de laboratoires scientifiques du monde entier.

³ Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est

LIGNE D'ACTION 4 – FAIRE EVOLUER LE CADRE JURIDIQUE D'INTERPOL ET REVOIR LE PROCESSUS DECISIONNEL INTERNE

L'élaboration d'un nouveau cadre juridique pour Interpol a fait l'objet de discussions, et les travaux se poursuivent sur cette question.

Des travaux préparatoires ont été entrepris en vue de la révision du Règlement financier de l'Organisation, afin de compléter les modifications introduites en 2001.

Les travaux entrepris en 2001 concernant le Statut et le Règlement du personnel se poursuivront dans les années à venir.

LIGNE D'ACTION 5 – MENER A TERME LES PROJETS-PILOTES ENTREPRIS

INFRACTIONS DONT SONT VICTIMES LES ENFANTS

Le Groupe spécialisé d'Interpol sur la criminalité contre l'enfance s'élargit chaque année, réunissant plus de 100 participants venus de plus de 36 pays.

Reconnaissance automatique des images

Une base de données internationale d'images montrant des enfants victimes d'abus sexuels a été mise en place au Secrétariat général, après avoir reçu l'approbation d'Interpol, d'Europol et du Groupe de Lyon du G8.

Les objectifs de cette base de données sont les suivants :

- améliorer l'identification des auteurs d'infractions et des victimes apparaissant sur les images en centralisant les informations de police provenant des pays membres ;
- permettre une meilleure coordination des enquêtes ;
- faciliter la localisation des producteurs et des distributeurs de ce type d'images.

Une étude de faisabilité a été commandée par le Groupe de Lyon du G8, afin d'examiner les possibilités suivantes :

- reconstituer l'histoire d'une image ;
- établir l'identité des victimes ;
- établir l'identité des suspects ;
- analyser les images de visages ;
- effectuer une analyse de l'arrière-plan ;
- comparer les analyses ;
- effectuer des analyses de renseignements et développer des logiciels.

Interpol participe au Groupe de Lyon en qualité d'observateur. Cette étude est susceptible d'améliorer les outils déjà mis à disposition par le Secrétariat général.

Diffusion d'images sur le site Web

Afin d'améliorer encore le soutien opérationnel apporté aux pays membres, Interpol a diffusé dans la partie sécurisée de son site Web une sélection de 14 séries de photos sur lesquelles figurent des personnes (victime et/ou auteur d'une infraction) déjà identifiées ou connues. Les images ont été expurgées et les personnes qui y figurent ne sont pas reconnaissables. Les informations qui restent donnent des éléments permettant de savoir très vite si d'autres images saisies auxquelles on les compare sont déjà connues. Dans chacune des affaires concernées, les victimes sont maintenant en sécurité et les auteurs d'infractions ont été traduits en justice.

Interpol a également organisé des réunions opérationnelles internationales sur les enquêtes relatives à la pornographie infantile diffusée sur Internet. Ces réunions ont démontré leur efficacité dans la lutte contre cette forme de criminalité. Elles ont également beaucoup aidé les services chargés de l'application de la loi du monde entier en instaurant une approche décloisonnée et centralisée dans ce type d'enquêtes.

CRIMINALITE ORGANISEE D'EUROPE DE L'EST

Projet Millennium – Une sécurité renforcée

Le projet Millennium, consistant à recueillir des informations sur les organisations criminelles russes et d'Europe de l'Est, a continué à permettre des rapprochements. Trois rapports d'analyse ont été publiés et diffusés aux pays membres. Les travaux sur des organisations et des domaines particuliers intéressant les pays se sont poursuivis, et la base de données a été interrogée presque tous les jours. Si l'on en juge par les messages reçus au Secrétariat général, les enquêtes sur le blanchiment de fonds et les groupes se livrant au trafic d'armes à feu ont été deux éléments essentiels du projet et feront l'objet d'une analyse approfondie.

LIGNE D'ACTION 6 – PROMOUVOIR L'IMAGE D'INTERPOL DANS LE MONDE ET AMELIORER LA COMMUNICATION INTERNE

NOUVEAUX OUTILS

Communication interne et externe

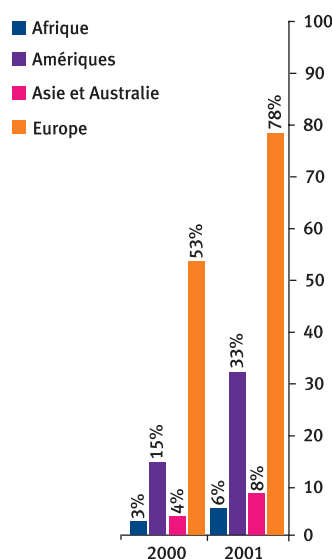
Un service Communication et Publications (CPO) a été mis en place pour améliorer la communication interne et externe, et un ensemble d'outils de communication et de marketing a été élaboré dans le but de mieux faire comprendre et reconnaître le travail d'Interpol. Au nombre de ces outils figurent un site Web qui comporte une partie à accès public et une partie à accès restreint, les publications « Interpol – Présentation générale » et « Interpol au travail », un dépliant d'information générale et de nouvelles fiches pratiques. Une présentation d'Interpol destinée à la diffusion sur Intranet et une autre destinée à la diffusion sur CD-ROM sont en cours d'élaboration. Elles devraient être terminées en 2002.

RELATIONS AVEC LES MEDIAS

Une approche dynamique

Le service Communication et Publications est également chargé des relations avec les médias. C'est dans ce cadre qu'il diffuse des communiqués de presse et répond aux demandes de renseignements émanant des médias. De plus en plus en prise sur l'événement, il a diffusé en 2001 plus de 40 communiqués de presse contre une douzaine l'année précédente, ce qui a suscité davantage de demandes de renseignements et constitue par là même un moyen efficace de mieux faire connaître Interpol.

Augmentation du nombre de demandes émanant des médias par région



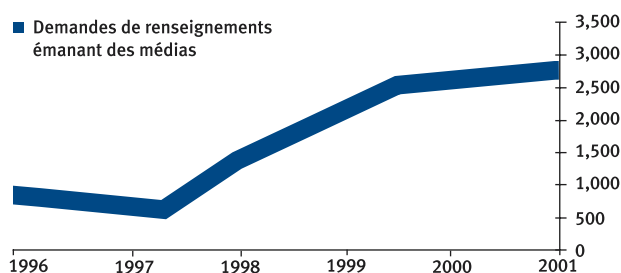
Si l'on classe les demandes de renseignements émanant des médias par région, il est encourageant de voir que l'Afrique, la région Asie/Australie et les Amériques sont mieux représentées, l'accroissement du nombre de demandes étant égal ou supérieur à 50 % pour chacune de ces régions.

Domaines d'intérêt

Les demandes de renseignements sont en majorité liées à l'actualité ou à un événement particulier. Elles portent fréquemment sur des affaires précises ou sur des sujets d'actualité. Une quinzaine de thèmes reviennent régulièrement dans les questions, chaque question nécessitant cependant une réponse personnalisée. En 2001, les quatre grands thèmes à l'origine du plus grand nombre de demandes de renseignements ont été le terrorisme (20 %), la criminalité économique (13 %), le trafic d'êtres humains (12 %) et les drogues (11 %). En 2000, les médias s'étaient surtout intéressés aux notices (16 %), aux infractions dont sont victimes les enfants (16 %), au trafic d'êtres humains (12 %) et à la fraude (12 %).

	2000	2001
Notices	16 %	5 %
Infractions dont sont victimes les enfants	16 %	9 %
Trafic des êtres humains	12 %	12 %
Fraude	12 %	4 %
Drogues	9 %	11 %
Criminalité organisée	8 %	7 %
Criminalité économique	7 %	13 %
Oeuvres d'art volées	5 %	3 %
Statistiques sur la criminalité	4 %	2 %
Trafic de véhicules	4 %	2 %
Affaires juridiques	3 %	2 %
Technologies Interpol	2 %	2 %
Criminalité de l'environnement	0,5 %	2 %
Trafic d'armes	0,5 %	6 %
Criminalité informatique		4 %
Terrorisme		20 %

Intérêt des médias pour Interpol - évolution 1996-2001



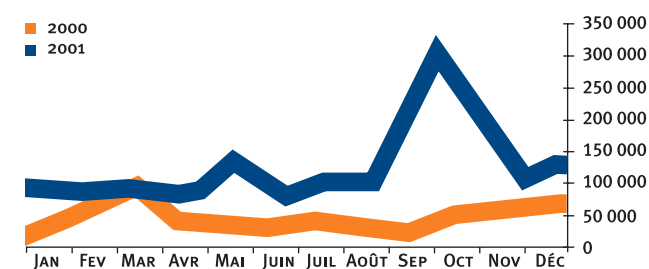
LES PAGES A ACCES PUBLIC DU SITE WEB D'INTERPOL

Les sessions utilisateur en hausse de 260 %

Si l'on mesure le succès de la partie à accès public du site Web d'Interpol au nombre des sessions utilisateur, on constate une spectaculaire augmentation de 259 % par rapport à l'année précédente, le nombre des sessions étant passé de 554 392 en 2000 à 1 435 073 en 2001. (Une « session utilisateur » correspond à une visite complète du site par un utilisateur).

Plus de 76 % des connexions au site ont été établies à partir d'autres pays que la France, ce qui met en évidence l'importance du site Web en tant qu'outil de communication international. Après les attentats terroristes survenus à New York, les sessions utilisateur du mois de septembre 2001 ont représenté 20 % et les quatre derniers mois de 2001, 48 % du nombre total des sessions utilisateur de l'année.

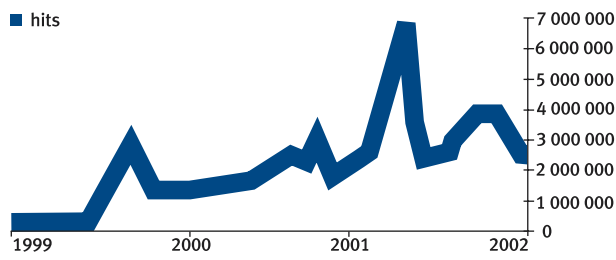
Augmentation des sessions utilisateurs



Le site Web d'Interpol permet en outre une diffusion plus large des publications et de la documentation de l'Organisation. Par exemple, 117 128 fichiers Acrobat⁴ ont été téléchargés en 2001, contre 14 642 en 2000. Le rapport d'activité annuel et les formulaires pour l'identification des victimes de catastrophes sont les fichiers les plus fréquemment téléchargés depuis le site Web d'Interpol.

⁴ Adobe Acrobat est le logiciel utilisé pour créer la version électronique de document imprimés.

Augmentation de l'utilisation du site Web depuis sa création



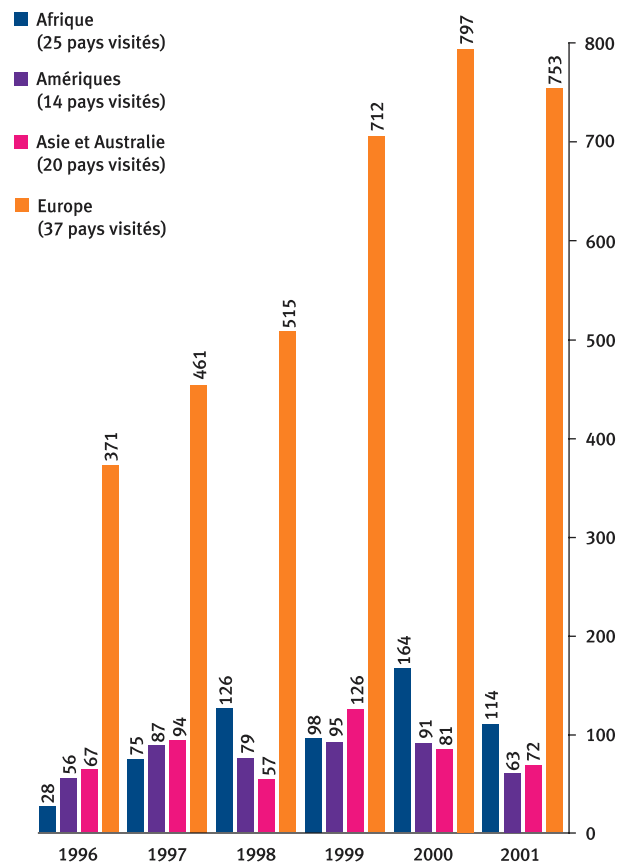
Le premier pic important correspond à la publication de certaines notices relatives à des malfaiteurs recherchés dans les pages en accès public du site Web, et le deuxième, à la création d'un domaine sur la criminalité liée aux technologies de pointe – à chaque fois, un communiqué de presse a été diffusé pour informer le public. Le pic le plus élevé a été enregistré dans les heures qui ont suivi les attentats terroristes du 11 septembre. Chaque fois que la courbe atteint un maximum, on constate par la suite une augmentation de l'utilisation du site par rapport à la période précédant le pic, ce qui montre qu'il continue à susciter l'intérêt de ses « visiteurs ».

MISSIONS, REUNIONS ET CONFERENCES

Quoique onéreux, ces véritables outils de communication avec les clients directs d'Interpol sont importants et facilitent, sur le terrain, le travail de coopération policière internationale. Les chiffres des sept dernières années montrent à quel point Interpol a appris à faire preuve de beaucoup plus d'initiative dans ce domaine, malgré ses incidences budgétaires.

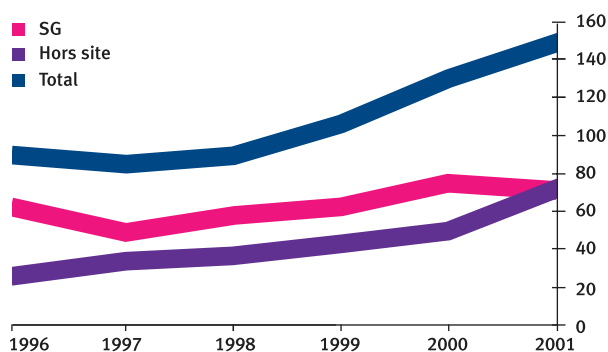
Missions

Les missions ont enregistré une augmentation de 109 % au cours des six dernières années



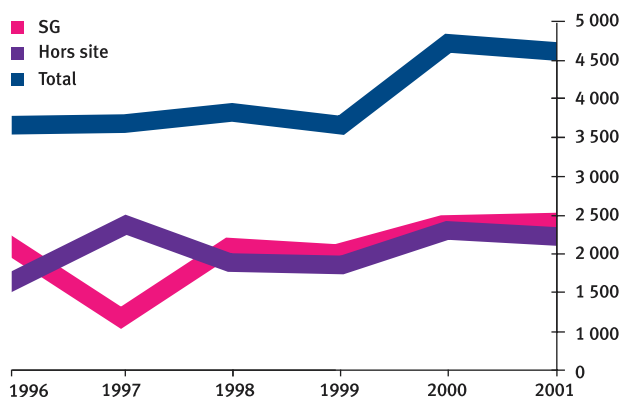
Réunions et conférences

Elles ont connu une hausse de 142 % au cours des sept dernières années :



Participants

Le nombre de participants a augmenté de 42 % au cours des sept dernières années :



LIGNE D'ACTION 7 – DEVELOPPER LES RELATIONS INTERNATIONALES ET FOURNIR UNE STRUCTURE UTILE ET RECONNUE

En 2001, des protocoles d'accord ont été conclus avec :

- La CEMAC (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale)
- L'OEDT (Observatoire européen des drogues et des toxicomanies)
- Le nouveau Bureau sous-régional pour l'Amérique centrale à San Salvador
- Europol.

Un accord de coopération a en outre été signé avec l'OUA (Organisation de l'unité africaine), et des travaux préparatoires ainsi que des négociations ont été engagés en vue de la conclusion d'accords avec la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et le Centre de la SECI (*South East European Co-operation Initiative* – Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est).

L'Assemblée générale a adopté des modifications réglementaires en ce qui concerne l'accès aux bases de données d'Interpol par des organisations intergouvernementales via le réseau de télécommunications d'Interpol. Sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale, les organisations internationales peuvent donc désormais accéder au réseau de télécommunications et aux bases de données d'Interpol. Cette possibilité devrait permettre à Interpol de renforcer considérablement la coopération avec certains de ses partenaires.

LIGNE D'ACTION 8 – CONCEVOIR UNE NOUVELLE STRUCTURE BUDGETAIRE ET DE NOUVEAUX MECANISMES DE PLANIFICATION FINANCIERE

L'étude sur le système des contributions réalisée par un groupe d'experts a été terminée, et les recommandations de ce groupe ont été approuvées par l'Assemblée générale. Un groupe consultatif a été créé en parallèle par le Comité exécutif pour traiter des questions financières, et plusieurs possibilités concernant l'amélioration de la présentation du budget ont été proposées et étudiées.

LIGNE D'ACTION 9 – AUGMENTER LES RECETTES

Un Responsable du développement des ressources a été nommé, et réalise une étude sur les activités d'Interpol sources de revenus. Etablir les relations nécessaires pour augmenter substantiellement les recettes est un travail de longue haleine qui ne peut porter ses fruits qu'à moyen ou à long terme, et des discussions préliminaires ont eu lieu avec un certain nombre d'éventuels sponsors et partenaires.

LIGNE D'ACTION 10 – MODERNISER LES OUTILS DE TRAVAIL

SYSTEMES D'INFORMATION

AGORA

D'importantes améliorations ont été apportées, notamment la mise à jour du logiciel de messagerie électronique, afin de permettre l'échange de messages avec l'extérieur, ainsi que l'installation de Windows 2000 au Secrétariat général.

SIGA

Un virus particulièrement virulent a provoqué l'arrêt complet du système, mais grâce à l'efficacité du dispositif de sauvegarde, celui-ci a pu être remis en route en quelques minutes.

ATLAS

La mise en place du réseau ATLAS, qui devait constituer un grand pas en avant pour ce qui est des performances et des possibilités des outils de télécommunications d'Interpol, s'est heurtée à de graves difficultés, essentiellement liées au partage des responsabilités entre Interpol et le fournisseur choisi. Toutefois, la nécessité de moderniser le réseau actuel demeurant, le personnel du Secrétariat général continue à redéfinir les objectifs à atteindre et la stratégie à mettre en œuvre avant d'entreprendre la publication d'un second appel d'offres.

ICIS – Nouveaux domaines et workflow

Le système de documentation criminelle d'Interpol (ICIS) a été encore étendu et développé dans les domaines suivants : notices, projets Bridge, Millennium et StoreStoCar, ainsi que les logos, les marques, les emballages et l'analyse des drogues, avec de nouveaux domaines pour les documents d'identité volés et les profils d'ADN.

A la suite des attentats du 11 septembre, la priorité a été renforcée pour les notices, les projets Bridge et Millennium, les profils d'ADN, les documents d'identité volés et les cartes de paiement. Le développement d'un outil de workflow à intégrer à ICIS, afin de faciliter la réorganisation des services de l'Appui opérationnel, a en outre mobilisé beaucoup d'énergie.

Activités en matière de systèmes et de technologies de l'information



- Projets techniques internationaux 36 %
- Projets prioritaires 32 %
- Architecture 18 %
- Projets et services liés à la gestion de l'information 14 %

Projets techniques internationaux :

CISNIC, ROCCISS, Africa.net, Sarajevo, Bakou, Bureaux régionaux, ASIA, SECI, BCN, ATLAS

Projets prioritaires :

ICIS Workflow, Notices, Millennium, StoreStoCar, Logos et marques, ADN, documents d'identité volés et maintenance sur ICIS.

Architecture :

Atlas, Agora v2, e-ASF

Projets et services liés à la gestion de l'information :

GRID, PACOFIN, AGN, SIGA, AFISmail, EAN2, PNUCID-Phare.

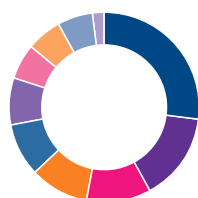
PERSONNEL (SITUATION AU 31 DECEMBRE 2001)

67 pays représentés au Secrétariat général

Au 31 décembre 2001, 391 personnes, originaires de 67 pays différents, étaient employées à Lyon et dans les Bureaux sous-régionaux, dont 128 (33 % du total) policiers mis à disposition et 25 (6 % du total) policiers détachés, c'est-à-dire pour lesquels Interpol prend tout ou partie des coûts à sa charge. Les fonctionnaires sous contrat constituent 61 % du personnel du Secrétariat général, soit 238 personnes. 63 % du personnel du Secrétariat général est masculin, 37 % féminin, et la moyenne d'âge est de 41,5 ans.

En 2001 sont arrivés 57 nouveaux employés, contre 53 en 2000. 47 personnes ont quitté l'Organisation, la plupart du temps à l'échéance d'une mise à disposition, d'un détachement ou d'un contrat à durée déterminée.

Répartition du personnel par métiers



■	RN et SC 27 %
■	OS/SOIC 15 %
■	IS 11 %
■	AF/SEC et HRM/GSER 10 %
■	AF/LSE 9 %
■	Secrétaires 8 %
■	AF/FIN et HRM 6 %
■	OS/CAS et FTD 6 %
■	CB 6 %
■	LC 2 %

RN et SC Services de police

Appui régional et national et Criminalité spécialisée

OS/SOIC Appui opérationnel

Traitement des informations de police

IS Systèmes d'information et de télécommunications de police

AF/SEC et HRM/GSER Services d'appui

AF/LSE Départements linguistiques

Secrétaires Secrétaires

AF/FIN et HRM Finances/gestion/ressources humaines

OS/CAS et FTD Appui opérationnel

Analyse criminelle, police scientifique et bases de données

CB Cabinet et service Communication et Publications

LC Juristes

SITUATION FINANCIERE

RESULTAT 2001 – SYNTHÈSE (EN MILLIERS D'EUROS)

CHARGES	Réalisation 2001	Ecart %
Rémunérations du personnel	15 225	- 2,9
Déplacements	2 088	9,5
Formation	431	13,1
Sous-traitance (maintenance, etc.)		
Maintenance du bâtiment	1 774	
Maintenance sécurité	0	
Maintenance informatique et télécoms	0	2,5
Fournitures (consommables)	278	3,7
Frais d'exploitation télécoms	3 086	38,9
Autres (logistique, boutique, restaurant, sécurité)	2 096	8,7
Sous-total hors rémunérations	9 753	15,6
Total charges de fonctionnement	24 978	3,6
Biens d'équipement	2 555	- 14,8
Total charges	27 533	1,5
PRODUITS		
Contributions	- 22 027	0,1
Autres contributions	- 979	17,1
Autres produits	- 3 253	22,9
Gains sur taux de change et gains/pertes non budgétés	- 125	100,0
Contributions Bureaux sous-régionaux (FASTPED)*	- 349	100,0
Autres recettes Bureaux sous-régionaux (FASTPED)	- 62	100,0
Prélèvements sur Fonds		
Fonds d'investissement		
- amortissement - trésorerie	1 328	
Fonds d'investissement		
- prélèvement - trésorerie	- 2 142	23,5
Sous-total Fonds d'investissement	- 814	
FASTPED	- 208	- 83,0
Autres Fonds spéciaux	61	100,0
Total produits	- 27 756	2,4
Solde net	- 223	0,8

*Fonds spécial d'assistance et de support technique aux pays en développement

COMITE EXECUTIF (AU 31 DECEMBRE 2001)

PRESIDENT

Jesus Espigares Mira (Espagne) 2000 – 2004

VICE-PRESIDENT (AFRIQUE)

Augustine Chihuri (Zimbabwe) 1999 – 2002

VICE-PRESIDENT (AMERIQUES)

Neal Parker 2000 – 2003

VICE-PRESIDENT (EUROPE)

John Abbott (Royaume-Uni) 1999 – 2002

DELEGUES

Eduardo Molina Ferraro (Uruguay) 1999 – 2002

Abimbola Ojomo (Nigeria) 1999 – 2002

Nikolaos Tasiopoulos (Grèce) 1999 – 2002

Andy Hughes (Australie) 2000 – 2003

Klaus Ulrich Kersten (Allemagne) 2000 – 2003

Zhiqiang Liu (Chine) 2000 – 2003

Hamid Mannan Mohamed (Soudan) 2000 – 2003

Thomas Pickard (Etats-Unis) 2000 – 2003

EQUIPE DE DIRECTION DU SECRETARIAT GENERAL (AU 31 DECEMBRE 2001)

Secrétaire Général

Ronald K Noble

Directeur de Cabinet

Stanley Morris

Chef de Cabinet

Roraima Ana Andriani

Directeur exécutif

Willy Deridder

Directeur Criminalité spécialisée

Stuart Cameron-Waller

Directeur Appui opérationnel

Jean-Michel Louboutin

Directeur Services de police régionaux et nationaux

Ralf Mutschke

Directeur des Systèmes d'information

Peter J Nevitt

Conseiller juridique *a.i.*

Markus Jaeger

Directeur de l'administration et des finances

Claude Trassard

Chargé de Mission – Protocole

Miguel Chamorro

Chargé de mission pour les pays arabes

Souheil El Zein

PAYS MEMBRES, BCN ET SOUS-BCN

Pays membre BCN/sous-BCN

Afrique du Sud, Pretoria	Corée, Séoul	Jordanie, Amman	Portugal, Lisbonne
Albanie, Tirana	Costa Rica, San José	Kazakhstan, Almaty	Porto Rico (EU), San Juan
Algérie, Alger	Côte d'Ivoire, Abidjan	Kenya, Nairobi	Qatar, Doha
Allemagne, Wiesbaden	Croatie, Zagreb	Kirghizistan, Bichkek	Roumanie, Bucarest
Andorre, Andorre-la-Vieille	Cuba, La Havane	Koweït,	Royaume-Uni, Londres
Angola, Luanda	Danemark, Copenhague	Dahiyat Abdullah Al-Salem	Russie, Moscou
Anguilla (RU), The Valley	Djibouti, Djibouti	Laos, Vientiane	Rwanda, Kigali
Antigua-et-Barbuda,	Dominique, Roseau	Lesotho, Maseru	Sainte-Lucie, Castries
St John's	République dominicaine,	Lettonie, Riga	Saint-Kitts-et-Nevis,
Antilles néerlandaises,	Saint-Domingue	Liban, Beyrouth	Basseterre
Willemstad	Egypte, Le Caire	Libéria, Monrovia	Saint-Vincent-et-
Arabie saoudite, Riyad	El Salvador, San Salvador	Libye, Tripoli	Grenadines, Kingstown
Argentine, Buenos Aires	Emirats arabes unis,	Liechtenstein, Vaduz	Samoa-américaines (EU),
Arménie, Erevan	Abou Dhabi	Lituanie, Vilnius	Pago Pago
Aruba, Oranjestad	Equateur, Quito	Luxembourg, Luxembourg	Sao Tome-et-Principe,
Australie, Canberra	Erythrée, Asmara	Macao (Chine), Macao	via Abidjan
Autriche, Vienne	Espagne, Madrid	Ex-République yougoslave	Sénégal, Dakar
Azerbaïdjan, Bakou	Estonie, Tallinn	de Macédoine, Vantaa	Seychelles, Victoria/Mahé
Bahamas, Nassau	Etats-Unis, Washington	Madagascar, Antananarivo	Sierra Leone, Freetown
Bahreïn, Adaliya	Ethiopie, Addis-Abeba	Malaisie, Kuala Lumpur	Singapour, Singapour
Bangladesh, Dacca	Finlande, Helsinki	Malawi, Lilongwe	Slovaquie, Bratislava
Barbade, Bridgetown	Fidji, Suva	Maldives, Male	Slovénie, Ljubljana
Bélarus, Minsk	France, Nanterre	Mali, Bamako	Somalie, Mogadiscio
Belgique, Bruxelles	Gabon, Libreville	Malte, Floriana	Soudan, Khartoum
Belize, Belmopan	Gambie, Banjul	Maroc, Rabat	Sri Lanka, Colombo
Bénin, Cotonou	Géorgie, Tbilissi	Marshall (îles), Majuro	Suriname, Paramaribo
Bermudes (EU), Hamilton	Gibraltar (RU), Gibraltar	Maurice, Port-Louis	Swaziland, Mbabane
Bolivie, La Paz	Ghana, Accra	Mauritanie, Nouakchott	Suède, Stockholm
Bosnie-Herzégovine,	Grèce, Athènes	Mexique, Mexico	Suisse, Berne
Sarajevo	Grenade, St George's	Moldova, Chisinau	Syrie, Damas
Botswana, Gaborone	Guatemala, Guatemala	Monaco, Monaco	Tanzanie, Dar es-Salam
Brésil, Brasilia	Guinée, Conakry	Mongoliem, Oulan-Bator	Tchad, N'Djamena
Brunei, Brunei	Guinée-Bissau, Bissau	Montserrat (RU), Plymouth	République tchèque, Prague
Bulgarie, Sofia	Guinée équatoriale,	Mozambique, Maputo	Thaïlande, Bangkok
Burkina Faso, Ouagadougou	Malabo-Bioko	Myanmar, Yangon	Togo, Lomé
Burundi, Bujumbura	Guyana, Georgetown	Namibie, Windhoek	Tonga, Nuclealofa
Cambodge, Phnom Penh	Haïti, Port-au-Prince	Nauru, Yaren	Trinité-et-Tobago,
Cameroun, Yaoundé	Honduras, Tegucigalpa	Népal, Katmandou	Port of Spain
Canada, Ottawa	Hong Kong (Chine),	Nicaragua, Managua	Tunisie, Tunis
Cap-Vert, Praia	Hong Kong	Niger, Niamey	Turks et Caïques (RU),
Caïmans (îles) (RU),	Hongrie, Budapest	Nigéria, Lagos	Providenciales
Grand Cayman	Inde, New Delhi	Norvège, Oslo	Turquie, Ankara
République centrafricaine,	Indonésie, Jakarta	Nouvelle-Zélande,	Ukraine, Kiev
Bangui	Iran, Téhéran	Wellington	Uruguay, Montevideo
Chili, Santiago	Iraq, Bagdad	Oman, Mascate	Venezuela, Caracas
Chine, Beijing	Irlande, Dublin	Ouganda, Kampala	Iles Vierges du Royaume-
Chypre, Nicosie	Islande, Reykjavik	Ouzbékistan, Tachkent	Uni(RU), Road Town/Tortola
Colombie, Bogota	Israël, Jérusalem	Pakistan, Islamabad	Viet Nam, Hanoi
Comores, Moroni	Italie, Rome	Panama, Panama	Yémen, Sanaa
Congo, Kinshasa	Jamaïque, Kingston	Papouasie-Nouvelle-	Yougoslavie (Rép. fédérale
Congo (Rép. démocratique du),	Japon, Tokyo	Guinée, Konedobu	de), Belgrade
Brazzaville		Paraguay, Asunción	Zambie, Lusaka
		Pays-Bas, La Haye	Zimbabwe, Harare
		Pérou, Lima	
		Philippines, Manille	
		Pologne, Varsovie	

